

Questions orales

L'hon. Otto E. Lang (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, j'espère qu'il est bien clair dans l'esprit des députés que je n'ai pas descendu Sky West, mais que c'est plutôt M. Evans qui s'est dérobé et a coupé les ponts lorsqu'on lui a demandé des renseignements complémentaires. Nous avons toujours été prêts à acheter deux avions et à les mettre à la disposition d'un transporteur. Nous tenions toutefois à ce qu'il soit licencié, et je pense que c'était raisonnable. Nous essayons toujours de jeter les bases d'un service aérien avec le Manitoba et la Saskatchewan. J'en ai parlé avec le premier ministre du Manitoba qui s'est montré prêt à participer financièrement à une entreprise de transport desservant les villes de Brandon, Dauphin, Yorkton, Saskatoon et Winnipeg, et nous continuerons à en discuter.

* * *

AIR CANADA**LE MANQUE DE SÉCURITÉ AUX AÉROGARES—DEMANDE D'EXPLICATIONS**

M. Dan McKenzie (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports et concerne l'insuffisance de la sécurité dans les aéroports d'Air Canada aux États-Unis et au Canada. Le ministre sait-il que le chef de la police de Gloucester s'est plaint de ce qu'Air Canada mettait fort peu de bonne volonté à informer les enquêteurs des transferts importants d'or ayant lieu au terminus d'Air Canada à Uplands. Dans la négative, demandera-t-il des explications à Air Canada et nous en informera-t-il le plus rapidement possible? Le ministre pourrait-il enquêter aussi sur la récente disparition d'une boîte de diamants sur le vol d'Air Canada n° 745 entre l'aéroport Kennedy et Montréal, puisque les autorités interrogent actuellement des employés d'Air Canada à New York à ce sujet?

L'hon. Otto E. Lang (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je suis au courant de la plainte du chef de la police. Je suis certain que la question fait l'objet de discussions actuellement. Je suis aussi convaincu que l'on enquêtera normalement sur le deuxième point de la question et que je n'aurai pas à m'en mêler personnellement.

* * *

[Français]

L'INDUSTRIE**ON DEMANDE SI DES MESURES SERONT PRISES POUR FAVORISER LES INDUSTRIES DU TEXTILE ET DE LA CHAUSSURE**

M. Gilbert Rondeau (Shefford): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Industrie et du Commerce.

Étant donné qu'une situation vraiment difficile dure depuis plusieurs années dans l'industrie du textile au Canada et qu'actuellement l'industrie de la chaussure connaît également les mêmes difficultés alors que nombre d'entre elles doivent faire des mises à pied de plus de 80 p. 100 de leur personnel, est-ce que l'honorable ministre aura l'occasion, lors du prochain discours du trône, d'annoncer une politique qui viendra sauver ces industries qui actuel-

[M. Ritchie.]

lement assurent des milliers d'emplois dans les Cantons de l'Est?

[Traduction]

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, je doute fort qu'il y ait grand-chose à dire à ce sujet dans le discours du trône pour reprendre les termes du député. En ce qui concerne les textiles et la chaussure, nous appliquons depuis environ deux ans une politique relativement nouvelle dont nous continuons de surveiller les effets. Plusieurs initiatives ont été prises dans le cadre de cette politique, mais il est généralement admis, je pense, que la stratégie adoptée est celle qui convient le mieux dans les circonstances. Nous continuerons à observer la situation dans l'optique des nouveaux événements, mais il est probable que c'est cette politique que nous continuerons d'appliquer.

* * *

L'IMMIGRATION**L'EXPULSION DE ROOSEVELT DOUGLAS—LES MOTIFS DU DÉLAI**

M. W. C. Scott (Victoria-Haliburton): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Peut-il nous dire si son ministère a décidé d'autoriser Roosevelt Douglas, ce trublion qui a été condamné et incarcéré pour sa participation il y a six ans, à l'occupation de l'université Sir George Williams, à rester au Canada?

L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, M. Douglas a fait il y a quelque temps l'objet d'une ordonnance d'expulsion.

Une voix: Lequel?

M. Andras: Roosevelt Douglas. Il ne vient certes pas de Nanaïmo-Cowichan et autres îles du même coin! L'ordonnance d'expulsion a été attaquée devant la Commission d'appel de l'immigration, qui a rejeté l'appel. L'intéressé est sous le coup d'une ordonnance d'expulsion. Il a présenté divers appels à la Cour fédérale et à la Cour suprême. Un autre tribunal est actuellement saisi d'un appel, et tant qu'une décision ne sera pas intervenue, nous ne pourrions pas exécuter l'ordonnance d'expulsion.

* * *

LA CONSOMMATION**LA CONVERSION AU SYSTÈME MÉTRIQUE ET LES PRIX—DEMANDE D'ENQUÊTE SUR CERTAINES ANOMALIES**

M. Hugh A. Anderson (Comox-Alberni): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Consommation et des Corporations. Il y a plusieurs jours, je faisais parvenir au ministre des récipients dont la contenance était indiquée en grammes, et qui lors de la conversion au système métrique, ont perdu 1.2 livre sans baisse de prix au détail. Je me demande si le ministre s'est renseigné à ce sujet, et s'il a eu connaissance à l'occasion du passage au système métrique, d'autres cas de réduction de contenance sans diminution de prix? J'en profite pour féliciter la commission bénévole de surveillance de ma circonscription, qui m'a signalé ce cas.